

INSTITUT DU SAHEL
BP 1530 BAMAKO

Coordination régionale PFIE



TROISIÈME COMITÉ DE PILOTAGE

P.F.I.E

BILAN TECHNIQUE GLOBAL DU PFIE

Document préparatoire n°1

*Ouagadougou,
15 et 16 avril 1993*

Le plan du présent document est le suivant :

INTRODUCTION

I DISPOSITIF D'EXECUTION

II STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE

III VUE D'ENSEMBLE DE L'EXECUTION

IV DETAILS DES ACTIONS

CONCLUSIONS

INTRODUCTION

TROIS ANS DEJA, et c'est l'heure du bilan. En effet, le PFIE arrive à son terme. La présente phase expérimentale se termine, en juin 1993, après une prolongation de six mois. Il s'agit dans les pages qui suivent de s'acquitter d'un contrat, celui de rendre compte aux commanditaires pour leur fournir des éléments leur permettant d'apprécier, de mesurer et de décider des suites à accorder à cette expérience, somme toute singulière pour la zone sahélienne, voire pour cette partie de l'Afrique de l'Ouest. L'Education Environnementale qu'incarne le PFIE au Sahel constituera de plus en plus une des préoccupations centrales des pays. Tel est du moins l'un des premiers enseignements que l'on peut tirer des conclusions de la C.N.U.E.D. de Rio et que reflète le concept accepté de Développement Durable.

Pour restituer ce bilan global, nous avons volontairement choisi une présentation sous forme de tableaux et de schémas complétés par des commentaires. Notre souci est d'aller à l'essentiel. Il reste entendu que ce rapport est une anticipation sur un rapport final de fin de projet ; de même que l'appréciation sera l'affaire de l'évaluation externe (même si nous avons conduit une évaluation interne). Pour autant que l'on puisse en juger, le présent document est complété par trois autres portant sur les acquis de la phase expérimentale (document préparatoire N°2), l'état d'exécution financière (document préparatoire N°3) et les perspectives du PFIE (document préparatoire N°4). Cette information est complétée par une carte scolaire PFIE et divers documents sur le PFIE.

Dans l'optique qui nous guide dans ce présent travail nous avons minoré la relation des difficultés rencontrées dans le démarrage du projet. Ces difficultés d'ordre financier et institutionnel largement évoqué dans différents documents relèvent à présent du passé, dans la mesure où l'évaluation sur les procédures et celle externe sur le projet permettront d'envisager des solutions durables. Leur évocation n'aura pour avantage que de souligner les efforts déployés pour arriver à des résultats que chacun aura le loisir de juger.

I DISPOSITIF D'EXECUTION

1. DISPOSITIF D'EXECUTION

La volonté politique affirmée en 1986 par les Chefs d'Etat du CILSS de sensibiliser davantage la jeunesse sahélienne aux périls de la sécheresse et de la désertification s'est concrétisée par la mise en oeuvre du PSE aux niveaux primaire et secondaire. Le niveau primaire ou PFIE a reçu le support de la CCE à travers une convention CEE-CILSS libérant une subvention de 10 millions d'ECUS. Cette convention de financement du projet n° 6 106 20.94.225 (REG/6147) consigne les dispositions techniques et administratives d'exécution et les coûts correspondants. Un protocole d'accord d'exécution du programme a été signé entre le CILSS et chacun des pays membres (cf tableau N°1).

A décompter le temps pris pour la sélection, le recrutement des chefs de projet et leur formation ; le séminaire de lancement ; la signature des protocoles ; la mise en place du bureau conseil et l'avance de démarrage, on peut retenir que le dispositif a pleinement fonctionné. Le retard initial consécutif à la mise en place a été rattrapé, une prolongation de six mois a été accordée, pour ce faire.

Si l'on prend chaque composante du dispositif (cf. tableau N° 2) on remarque que :

- le Comité de Pilotage s'est tenu régulièrement et a véritablement orienté le projet, (3 réunions sur 3),
- dans chaque pays, le CNO a suivi pas à pas l'exécution des activités en témoignent la régularité de ces rencontres qui font objet de PV. Le minimum de deux réunions annuelles a été largement dépassé. En année de démarrage certains pays ont tenu des réunions mensuelles. La moyenne régionale observée est de 4-5 réunions annuelles.

Tableau 1
CONTENU CONTRACTUEL DE LA CONVENTION
(RESUME)

OBJECTIF	⇒	<p>Vise à jeter les bases d'une introduction générale dans l'enseignement primaire d'une formation à la problématique de la désertification. Il constitue la première initiative d'un plan qui vise à faire entrer à tous les stades de l'enseignement : primaire, secondaire et supérieure, la protection de l'environnement comme une exigence fondamentale de la vie en milieu sahélien.</p> <p>Créer une dynamique favorable à l'extension de l'intérêt pour la lutte contre la désertification dans toutes les couches de la population.</p>
ACTIONS	⇒	<ul style="list-style-type: none"> . Séminaire de lancement et campagne de communication . Formation des maîtres à la pédagogie active . Conception, fabrication et diffusion d'outils pédagogique adaptés . Appui technique et financier aux écoles . Dispositif d'exécution
ECHANTILLON	⇒	<ul style="list-style-type: none"> . 60 000 enfants . 1 800 maîtres . 900 écoles
COÛT	⇒	10 Millions d'ECUS (aide non-remboursable).
DUREE	⇒	Trois ans (3).

Tableau 2
DISPOSITIF D'EXECUTION

ORGANES	FONCTION	FREQUENCE STATUTAIRE	COMPOSITION
Comité de pilotage	Orientations générales du plan	1 fois par an	<ul style="list-style-type: none"> - Secrétaire Exécutif - 9 présidents CNO - Représentant CCE - Coordination INSAH
Comité national d'orientation (ou groupe technique de coordinatin)	<ul style="list-style-type: none"> - Suivre l'exécution du programme au niveau du pays - Formule des recommandations au comité de pilotage 	Au moins deux fois par an	<ul style="list-style-type: none"> - Un représentant du ministère de l'éducation - Un représentant de l'environnement - Un représentant de la délégation CCE - Le CONACILSS - Une ONG
Coordination régionale	- Suivi-coordination et supervision	Permanent	INSAH appuyé par un bureau conseil (CINAM)
Comité technique régionale	Régulation technique	1 fois par an	Coordination régionale + Chefs de projet nationaux
Chef de projet	Mise en œuvre nationale	Permanent	Chef de projet + équipe pédagogique et de formation

- la Coordination régionale assurée par l'INSAH, appuyée par le bureau conseil CINAM, outre le suivi quotidien, a apporté des appuis ponctuels à chaque pays ; elle a animé la concertation régionale par l'organisation d'ateliers régionaux, elle a représenté le PFIE à plusieurs rencontres internationales (séminaire BAD-USAID d'Abidjan ; congrès international d'Education Environnementale de Toronto ...).
- le CTR a été organisé régulièrement pour assurer la programmation et la régulation du PFIE, (3 réunions sur 3),
- le CPN et son équipe ont assuré, suivant des plans approuvés, l'exécution technique et financière du projet. Deux chefs de projet ont été remplacés (TCHAD et NIGER). La procédure de recrutement des chefs de projet par voie de concours a été singulière et a constitué une première au CILSS. Une grille d'évaluation a été proposée.

II LA STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE

Le PFIE constitue une innovation pédagogique, assez particulière. Elle se propose d'introduire l'Education Environnementale dans l'école avec comme finalités de faire évoluer les mentalités et modifier le comportement de l'enfant sahélien, (vecteur d'opinions et acteur potentiel). Cette finalité qui se confond avec une éthique nouvelle de l'environnement suppose tout un investissement intellectuel plaçant la phase expérimentale dans le domaine de la recherche action et fait du PFIE une innovation pédagogique.

Dans le passé, d'autres innovations ont été initiées. Elles ont connu des difficultés majeures. D'une revue critique de ces innovations, on retient que l'approche choisie pour les expérimenter est d'une importance capitale. Le plus souvent cette approche a été celle de "l'imposition par le haut" : livraison au système d'un préfabriqué pédagogique. De ce constat, nous avons tiré un enseignement, et une approche dite "ascendante" c'est-à-dire une approche qui se fonde sur le terrain.

Ce principe de base a été décliné en lignes directives :

- Focaliser l'attention et concentrer l'intérêt sur les "acteurs" du PFIE - l'enfant et le maître - partir de leur vécu, de leurs préoccupations et de leurs besoins propres, de leur environnement quotidien, de l'école et du milieu dans lequel ils vivent;
- avoir à partir du terrain une approche globale de l'environnement, des problèmes concrets que pose la désertification, des questions que soulève la dégradation du milieu naturel et son évolution négative ;
- agir en direction des personnes sur les inter-relations, sur la mobilisation de tous les partenaires et acteurs sur la vie de groupe et le travail en équipes, sur les réseaux de communication et sur les circuits d'information, sur les facteurs d'ordre humain, sur la dynamique sociale et sur les interactions ;

- mettre en synergie et valoriser les ressources humaines, documentaires et institutionnelles du Sahel ;
- faire en sorte que le programme soit réellement mis en oeuvre à tous les niveaux, de façon conjointe entre l'Education Nationale et l'environnement.

Ces principes directeurs développés en éléments opérationnels ont été proposés au Comité de pilotage qui a adopté la stratégie globale du PFIE.

Le dispositif, les moyens et la stratégie rappelés, il convient à présent de se pencher sur les réalisations concrètes en projetant une vue générale et ensuite en détaillant chaque action.

Mais auparavant, et en quelques lignes évoquons la première action prescrite par la Convention mais qui ne devait pas se prolonger dans le temps : il s'agit du séminaire de lancement technique.

Ce séminaire qui a réuni tous les partenaires s'est tenu à Niamey (30-31 octobre 1989). Il a permis de sensibiliser et de faire partager le contenu du programme, mais également de préciser certains aspects techniques relatifs aux zones d'intervention du projet, au rôle de chaque partenaire, au profil du chef de projet à la partie du projet, aux outils pédagogiques, à la démarche pédagogique, à la formation des maîtres et à l'évaluation du projet. Il importe de souligner l'importance de ce rendez-vous où étaient présents au titre des Etats (les Directeurs de l'enseignement et de l'environnement plus le CONACILSS), au titre de la CCE (le chef de division de formation de la DG VIII et un représentant par délégation CCE des pays CILSS), au titre du CILSS (le Secrétaire Exécutif, l'INSAH et le bureau quaternaire Développement) et une ONG (Croix Rouge) programme.

Enfin notons la mission circulaire pour préparer la mise en place du projet (août - septembre 1989) : cf tableau 3.

Tableau 3
QUELQUES REPERES

EVENEMENTS	DATES
ADOPTION DU PSE PAR LES Chefs d'Etat	Sommet N'Djaména, janvier 1988
Instruction du dossier par bureau Quaternaire développement	1989
Signature convention CILSS - CCE	Juin 1989
Signature protocole CILSS - Etats	Année 1990
Séminaire de lancement technique du programme	Niamey, octobre 1989
Sélection et recrutement Chefs de projet	Décembre 1990
Formation de Chef de projet	Bamako, mars 1990
Comité technique régionale	1 ^{er} (Bamako, juillet 1990), 2 ^e (Dakar, novembre 1991), 3 ^e (Praïa, décembre 1992)
Comité de pilotage	1 ^{er} (Bamako, janvier 1991), 2 ^e (Nouakchott, janvier 1992), 3 ^e (Ouagadougou, avril 1993)
Sélection bureau Conseil CINAM	Août 1990
Atelier de travail régional sur le programme	Bamako, avril 1991
Atelier de travail régional sur les outils	Bamako, mars 1992
Atelier de travail régional sur la formation	Dakar, juillet 1992
Mission circulaire	Août - septembre 1989 - décembre 1990
Evaluation externe	Mars - avril 1993

III VUE D'ENSEMBLE DE L'EXECUTION

Le présent exercice consiste à dérouler le projet par année pour en donner une lecture temporelle. A la suite, les actions seront détaillées. La Convention signée en juin 1989 portait sur un projet d'une durée de 3 ans : 1990, 1991 et 1992. Il s'agit là d'année civile, alors que le PFIE s'exerce en milieu scolaire ou le temps est compté en année académique : 9 mois.

1990
Année de lancement du PFIE et d'organisation institutionnelle

1991
Année du "décollage" effectif du PFIE et premières réalisations pratiques dans les écoles.

1992	1993
Année de "plein régime" de confirmation et de validation	

L'exécution du PFIE ne s'est pas faite sans problèmes parfois ardues. En effet, non seulement c'était une expérience singulière par le Sahel, mais surtout parce que l'Education Environnementale, quelle que soit par ailleurs sa richesse théorique, ne connaissait nulle part une mise en oeuvre concrète encore moins à l'échelle de 9 pays, ceci nonobstant le programme mondial piloté en la matière par l'UNESCO-PNUE. Aussi, le concept recherche-action convient-il parfaitement à la présente phase expérimentale du PFIE.

Pour bien mesurer les enseignements, il convient sans nul doute de décrire le contexte dans lequel s'est déroulé le programme. Ce contexte est caractérisé par :

- une instruction du dossier et un démarrage assez long (3 ans et 1/2)
- la mise en oeuvre de programmes régionaux constituait une nouveauté pour le CILSS et pour la CCE, dans une certaine mesure. Des procédures et des circuits devraient être mis en place ; ce qui a posé et pose de lancinant problème de mise à disposition des fonds. Le cas extrême est illustré par les problèmes rencontrés par la GUINEE BISSAU .
- l'élargissement des espaces de liberté ou Sahel : conférences nationales, remous sociaux ... ,
- les programmes d'ajustement sectoriels touchant l'éducation,
- les difficultés d'ordre institutionnels : mise en place, changements ministériels ...

1990

Cette année qui devait consacrer le début des activités a été consacrée au lancement et à l'organisation institutionnelle du projet comme le montre le tableau ci-après:

Tâches	Contenu
- Une mission circulaire	Mise en place du dispositif d'exécution
- Le séminaire technique de lancement	Sensibilisation des partenaires et orientations
- La sélection des Chefs de projet	Recrutement
- La sélection du bureau de conseil	Recrutement de l'assistance technique
- La formation des Chefs de projet	Mise à niveau de tous les Chefs de projet, programmation
- L'élaboration du cahier de charges de la formation	Modalités de production
- L'élaboration des plans nationaux de communication	Contenu et modalités d'exécution
- la réunion du 1 ^{er} comité technique régional	Point état d'avancement
- La formation des maîtres	Mission d'appui pour organiser la première session
- La mission circulaire de la coordination régionale	Prise de contact du bureau conseil

1 9 9 1

Cette année dite de "décollage" au cours de laquelle tous les acteurs du PFIE ont dû produire d'importants efforts, d'une part pour rattraper une partie du retard pris en 1990, et d'autre part pour exécuter les tâches de la programmation 1991. Le premier comité de pilotage a été tenu ; toutes les actions ont été engagées et notamment :

- la réalisation de quatre sessions de formation pour les 20 maîtres PFIE de la première cohorte et de la première session pour les 60 maîtres de la deuxième cohorte,
- l'élaboration des outils pédagogiques de nature variée,
- de missions d'appui technique (70 jours de mission) en vue d'accélérer le processus d'exécution,
- l'organisation et la réalisation d'un atelier technique régional de travail,
- la tenue du 2ème comité technique régional.

Le taux d'exécution de cette année a été estimée à 56%. Le tableau ci-après en donne une lecture chiffrée.

SITUATION ET ETAT D'AVANCEMENT DES VOLETS NATIONAUX PFIE

ENTRAVES A L'EXECUTION

Le PFIE est tributaire du contexte et du dispositif au sein desquels il évolue. En 1991, sa progression a pu être contrariée, parfois stoppée, par 3 causes principales :

— Le manque de disponibilité des fonds :

En novembre 1991, le DP 91 signé le 18 juin au niveau régional n'a pas été engagé, à l'exception de la Mauritanie et du Tchad. Les volets nationaux n'ont pu fonctionner dans le meilleurs des cas que par la reconstitution de leur avance sur DP 90

— Des événements liés au contexte socio-politique :

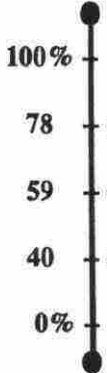
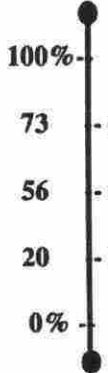

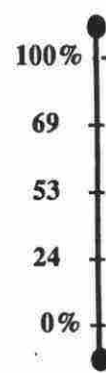
remous sociaux, conférence nationale, élections, grèves des enseignants... Ainsi ont été paralysés en 1991 les PFIE de Guinée Bissau (6mois), du Mali et du Niger (4 mois)

— Des difficultés d'ordre institutionnel :

fonctionnement du CNO, relations entre partenaires

1991 EN CHIFFRES

L'évolution des volets nationaux PFIE a été appréciée sous trois angles : le fonctionnement institutionnel et relationnel, l'exécution technique et l'exécution financière. Pour chacun de ces aspects se dégagent les données chiffrées ci-après exprimées en taux d'exécution (maxima, minima et taux moyen sur 9 pays)

Fonctionnement institutionnel	Exécution technique	Exécution financière	Taux d'exécution moyen pondéré
 <p>100% 78 - max.. 59 - moy.. 40 - min. 0%</p>	 <p>100% 73 - max.. 56 - moy.. 20 - min. 0%</p>	 <p>100% 67 - max.. 37 - moy.. 5 - min. 0%</p>	 <p>100% 69 - max.. 53 - moy.. 24 - min. 0%</p>
<u>Indicateurs utilisés</u>	<u>Indicateurs utilisés</u>	<u>Indicateurs utilisés</u>	<u>Pondération appliquée</u>
<ul style="list-style-type: none"> . Fonctionnement du CNO . Résonnances et rayonnement du PFIE dans le pays . Motivation et participation des acteurs et des opérateurs . Intérêt et engagement des partenaires nationaux 	<ul style="list-style-type: none"> . Activités de la programmation 1991 . Tâches figurant au tableau de bord des chefs de projet PFIE 	<ul style="list-style-type: none"> . Dépenses engagées en 1991 pour la mise en œuvre des activités (hors fonctionnement du dispositif d'exécution national) 	<ul style="list-style-type: none"> . Fonctionnement institutionnel : coefficient 1 . Exécution technique : coefficient 3 . Exécution financière : coefficient 1

On remarquera que cette période couvre l'année 1992 et le premier semestre 1993. Cette programmation sur 18 mois a été voulue par la coordination régionale et acceptée par le comité de pilotage. Elle constitue une anticipation dont les raisons sont : contourner certaines difficultés d'ordre financier ; combler le retard et remplir le contrat contractuel. Ainsi une prolongation de 6 mois a été demandée et accordée.

Cette période est dite de "plein régime" dans la mesure où les efforts consentis par tous les acteurs ont permis d'afficher un taux de réalisation estimé à 72%. Si l'on s'appuie sur les deux actions majeures de la programmation que sont la formation et les outils pédagogiques on constate :

FORMATION

1 ^{ère} cohorte : formation terminée : 6 sessions (20 maîtres) (sauf pour 1 pays)	20
2 ^e cohorte : formation terminée : 6 sessions (60 maîtres) (sauf pour 1 pays)	60
3 ^e cohorte : formation en cours	120

OUTILS PEDAGOGIQUES

<div>Outils</div> <div>Etat réalisation</div>	Cahier d'exéc. messages	Livre élève	Guide maître	Présent. images
Réalisé	X	X	X	
En cours		X	X	X

Il convient de noter pour ces deux schémas que :

- le dispositif initial de formation a été revu aussi bien dans son orientation que dans son exécution : les profils de l'élève et du maître ont permis de renforcer les objectifs de formation ; un accent particulier a été mis sur le suivi-évaluation in situ pour cerner le problème de transfert.

- L'élaboration des outils a été révisée conformément à la stratégie du projet. Ainsi les pays ont été davantage responsabilisés dans une production d'outils de nature variée en veillant aux outils dits conventionnels. Un protocole expérimental a été élaboré visant le processus de validation : aspect institutionnel, aspect technique et pédagogique. Les outils figurant dans le schéma comme réalisés, existent sous leur forme prototype et sont encore dans le circuit expérimental ; dans certains pays des éditions ont été faites. Ceci est valable pour les volets nationaux.
Pour le volet régional, le processus d'élaboration a été entamé en partant des productions nationales dans une perspective régionale. Dans ce cadre, le volet régional a engagé la production d'un guide méthodologique et pratique pour la formation des formateurs, d'un livre de l'élève et d'un présentoir d'images.

IV DETAIL DES ACTIONS

01 CAMPAGNE DE SENSIBILISATION - COMMUNICATION

- **Objet :**

Faire connaître le PFIE et les activités qui lui sont attachées aux autorités, aux populations, aux maîtres et aux enfants pour valoriser et déclencher une dynamique globale. La campagne est prévue au niveau local, national et régional. Sur la base de termes de référence, un cahier de charge a été élaboré ; et avec l'appui d'une consultation des plans nationaux de sensibilisation ont été élaborés.

- **Le contenu du contrat**

- . Publicité médiatique ponctuelle (T.V., radio presse),
- . couverture médiatique des activités scolaires,
- . activités diverses.

La première activité du projet était une campagne de lancement. Celle-ci a été faite à différents moments dans les pays. Elle a revêtu plusieurs formes. L'exigence de base était d'identifier un événement déclenchant. Ainsi des réunions ont été organisées ; des émissions ; des visites. De son côté, la Coordination régionale a élaboré un film régional pour le démarrage du Projet.

En dehors de ce premier coup de manivelle, la sensibilisation-communication a donné lieu à plusieurs activités faisant du PFIE une référence comme projet CILSS. Ainsi certains pays entretiennent une campagne hebdomadaire dans différents organes de presse, d'autres pays ont mis en place au niveau local des comités PFIE associant différents partenaires, d'autres encore se sont engagés dans des bulletins, dans des troupes artistiques. Les volets nationaux ont tous produits des affiches de T-Shirt, des auto-collants, certains des calendriers.

La Coordination régionale, pour sa part, a produit le logo régional, le film régional dont une seconde version est en cours, des affiches ; elle diffuse un bulletin de liaison : "Education Environnementale Sahel" dont trois numéros (3) sur cinq prévus sont parus. Un concours scolaire, moment médiatique important, est en cours de réalisation. De plus, la Coordination est sollicitée par plusieurs partenaires extérieurs : FNUAP, UNICEF, UICN ...

Le tableau ci-après résume les actions d'accompagnement et d'appui.

ETAT RECAPITULATIF DES ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT ET D'APPUI

Appui aux Ecoles	Sensibilisation-Communication	Concours Scolaire	Centres Documentaires Scolaires
<p>CAP VERT</p> <ul style="list-style-type: none"> Des groupes de techniciens du développement rural sont chargés : <ul style="list-style-type: none"> - d'aider les écoles à la réalisation d'activités extra muros ; - de former le personnel lié aux écoles (directeurs, pédagogues). Fourniture de matériel aratoire et matériel didactique. <p>TCHAD</p> <p>Equipped des écoles en petit matériel de jardinage et matériel de classe.</p> <p>Réalisation de 3 forages.</p>	<p>Très liée aux activités d'appui aux écoles. Réalisation de films bruts ou amendés, publications à travers des journaux pour les néo alphabétisés.</p> <p>Impression d'affiches et d'auto collants</p> <p>Demande d'appui au PFIE lors de camps de vacances.</p> <p>Echanges - rencontres entre les maîtres.</p> <p>Lancement septembre 90, presse, radio, télévision, RFI, émission à radio éducative et radio rurale.</p> <p>Deux affiches programme, plaques d'identification des écoles, films documentaires.</p> <p>Journées CILSS, Séminaires nationaux de l'éducation</p>	<p>Traduction des termes de références en portugais et lancement.</p> <p>Annonce au cours de sessions de formation</p> <p><u>Contrainte</u> : surcharge des maîtres, changement d'élèves au cours de l'année.</p> <p>Arrêté ministériel de lancement.</p> <p>Réalisation d'une partie lors de la journée CILSS (prix de la plus belle école PFIE).</p> <p>Contrainte : problèmes de rentrée scolaire, de quelques productions, rallonge du délai.</p>	<p>En raison de la langue, le CAP VERT a été invité à procéder à sa propre prospection et acquisition.</p> <p>Affectation d'un documentaliste pour la gestion des centres documentaires scolaires. Difficulté d'emplacement.</p> <p>Solution proposée : au niveau des conseillers pédagogiques.</p>

Appui aux Ecoles	Sensibilisation-Communication	Concours Scolaire	Centres Documentaires Scolaires
<p>MALI</p> <p>Dotation des écoles en matériel de jardinage (40 écoles, avec sites sécurisés), et en fournitures scolaires (21/40).</p> <p>Suivi-évaluation (36 jours sur le terrain).</p>	<p>Publication du bulletin national T. shirt. Difficultés d'accès aux médias nationaux.</p> <p>Réalisation d'affiches rurales. Création d'un comité PFIE. Réunions régulières avec les parents d'élèves, immatriculation des écoles-panneaux, affiches, slogans PFIE.</p>	<p>Lancement du concours à travers le bulletin 00.</p>	<p>10 centres pour 40 écoles - au niveau des inspections; en cours de distribution.</p> <p>La gestion va poser problème. Disponibilité des listes dans toutes les écoles pour consultation.</p>
<p>NIGER</p> <p>Distribution de matériel aratoire</p>	<p>Diffusions médiatiques lors de séminaires. Réalisation d'un clip vidéo sur le PFIE.</p>	<p>Concours engagé, termes de référence distribués dans toutes les écoles.</p>	<p>Installation en cours. 10 centres dans les écoles proches de Niamey. Des listes dans écoles pour consultation.</p>
<p>GUINEE BISSAU</p> <p>Difficultés de réalisation, manque de moyens</p>	<p>Télé et radio-radio scolaire.</p>	<p>Concours non engagé.</p>	<p>Requête par l'inspecteur. Même contrainte que le CAP VERT</p>
<p>GAMBIE</p> <p>5 formes: fournitures de classe, matériels de jardinage, session de formation, réunion village, incitation des maîtres à l'animation.</p> <p>180 personnes bénéficient d'une sensibilisation contenue.</p>	<p>Radio, journaux, photos et productions de vidéos. Utilisation d'agence de communication</p>	<p>Distribution des termes de référence à 40 écoles Démarrage du concours national en Janvier 1993</p>	<p>Problèmes de sécurité, invoqué au sujet de l'installation de centres documentaires. Recherche de solutions en cours</p>

Appui aux Ecoles	Sensibilisation-Communication	Concours Scolaire	Centres Documentaires Scolaires
<p>BURKINA FASO</p> <p>Distribution du matériel aratoire et des fournitures scolaires. Création d'équipes d'appui et de coordination dans les provinces. Large animation locale</p> <p>SENEGAL</p> <p>Fournitures scolaires, matériel de jardinage, fonds de roulement</p> <p>MAURITANIE</p> <p>A partir de la 2ème année, mise en contact des écoles avec les partenaires locaux, ceintures vertes, appui matériel. En MAURITANIE, le FED est réticent.</p>	<p>Reportage - RFI - Presse, radio, télé, interview. production d'accessoires publicitaires.</p> <p>Sensibilisation à la base. Expositions, théâtres plus sensibilisation au niveau national (en langue pular). Motivation des parents d'élèves. Interview radio, télé, manifestations diverses. Stand à la Foire Internationale de Dakar</p> <p>Tous les moyens, sous toutes les formes sont exploités.</p> <p>Sensibilisations verticales et horizontales.</p> <p>Sollicitations nombreuses au niveau de diverses manifestations: radio-télé, presse, publication régulière, participation à des concours.</p> <p>Publication d'un journal scolaire PFIE plus une synthèse.</p>	<p>Période à revoir : délai de préparation, délai de réalisation.</p> <p>Présentation à la session de la première génération. Rendez-vous fin décembre 1992</p> <p>Concours réalisé, épreuve en cours de réception engagé officiellement.</p>	<p>Circonscription scolaire. Quatre noyaux documentaires : 2/3 fournis par la Coordination Régionale et 1/3 par le volet national. Centres fonctionnels</p> <p>10 centres au niveau des dix premières écoles, en cours d'organisation et d'alimentation</p> <p>La documentation est confiée aux instituts pédagogiques nationaux locaux.</p>

02 FORMATION DES MAITRES

Objet :

former progressivement 1800 maîtres (20 par pays la première année, 60 la deuxième année et 120 la 3ème année) à raison de 22 jours de formation répartis en sessions. Les objectifs et le dispositif de cette formation ont fait l'objet d'un cahier de charges qui a été amélioré et adapté aux réalités du terrain. Le tableau ci-après donne la situation globale de l'exécution de cette formation et autorise les commentaires ci-après.

COHORTE 1

A l'exception de la GUINEE BISSAU, la formation de cette première cohorte a été assurée dans les pays. En rapport avec le rythme d'exécution, on note que des regroupements des sessions, des cohortes et une compression des inter-sessions ont été utilisées. En partie les problèmes de mise à disposition des fonds sont à l'origine de ces choix. Les incidences pédagogiques éventuelles restent à tirer à travers une évaluation de la formation.

COHORTE 2

A l'exception de la GUINEE BISSAU, cette deuxième cohorte a reçu en moyenne 5 sessions de formation. Le dispositif a été relativement bien suivi même s'il a été perturbé par des problèmes de mise à disposition de fonds.

COHORTE 3

La situation de réalisation est très disparate. Toutefois, tous les pays ont engagé la formation de cette cohorte. Pour faire face au nombre élevé de maîtres, la Coordination Régionale a recommandé une formation d'un minimum de 15 jours répartis en deux ou trois sessions ; la différence de jours de formation soit 7 jours sera consacrée au renforcement du suivi-encadrement de la cohorte. La subdivision de la cohorte en deux ou trois groupes distincts a été retenue. Ce dispositif réaménagé permettra d'assurer la formation de cette cohorte dans le temps imparti.

D'un point de vue d'ensemble, on peut retenir que chaque pays à -l'exception de la GUINEE BISSAU- dispose de 80 maîtres quasi-totalement formés. Le calendrier d'exécution de la formation a été globalement respecté. Si des problèmes de mise à disposition de fonds ne venaient pas perturber cette exécution on aurait pu s'attendre à une plus grande performance.

En terme quantitatif, sur la base des orientations de la Coordination régionale chaque pays a élaboré différents outils pour le suivi et l'évaluation de cette formation.

La date butoire retenue par la formation est le 30 juin 1993.

Le cas spécifique de la GUINEE BISSAU a retenu l'attention de Coordination Régionale. A cet égard, le Coordination Régionale a apporté un appui technique particulier à ce pays eu égard aux contingences. Ainsi une mission d'appui a été effectué dans ce pays en février 1993. Un programme spécial a été élaboré. Sa mise en oeuvre était fonction du règlement des problèmes financiers.

De façon globale, le dispositif de formation a été revu pour :

- assurer la continuité, la cohérence et le suivi de la formation,
- permettre à la totalité des maîtres de bénéficier de 22 jours de formation répartis en 5 ou 6 sessions, selon la cohorte.

De plus, une grille d'analyse des activités de formation a été réalisé, avec des critères harmonisés et adoptés par l'ensemble des opérateurs nationaux du PFIE.

On notera enfin que l'échantillon de base a été dépassé du fait :

- de l'option prise, d'inclure les conseillers, inspecteurs et directeurs dans la formation,
- de l'association de certains élèves-maîtres sortants.

BILAN QUANTITATIF ET CALENDRIER DES ACTIVITES DE FORMATION DU PFIE
à la date de fin mars 1993

COHORTES ET SESSIONS	PAYS ET NOMBRE DE FORMES		BURKINA FASO		CAP VERT		GAMBIE		GUINEE BISSAU		MALI		MAURITANIE		NIGER		SENEGAL		TCHAD	
	date	nbre	date	nbre	date	nbre	date	nbre	date	nbre	date	nbre	date	nbre	date	nbre	date	nbre	date	nbre
1ère session	7-11 jan. 91	30	26-29 déc. 90	25	8-12 nov. 90	20	18-23 mars 91	24	29 oct.-2 nov. 90	20	21-25 oct. 90	30	24-28 déc. 90	20	18-22 oct. 90	24	22-26 juil. 91	92		
	21-25 jan. 91	28	2-3 jan. 91																	
2ème session	25-28 mars 91	44	2-5 avr. 91	29	25-29 juin 91	20		22	3-14 sept. 91	20	24-29 mars 91	30	11-20 nov. 91	20	13-16 mai 91	24	23-24 sept. 91	92		
3ème session	10-11 juin 91	28	29-31 juillet 91	29	19-20 juil. 91	27		64	3-14 sept. 91	20	Juin formation - évaluation	30	11-20 nov. 91	20	29-30 juil. 91	24	25-28 sept. 91	92		
	13-14 juin 91	23																		
4ème session	8-11 jan. 92	55	2-6 sept. 91	29	26-31 déc. 91	20		64	22-25 déc. 91	20	8-12 sept. 91	30	11-20 nov. 91	20	25-28 nov. 91	21	26-30 déc. 91	92		
			30-31 déc. 91																	
5ème session	29 juin-5 juil. 92	50	3-4 jan. 92	29	12-16 avr. 92	20			11-12 sept. 92	20	6-12 fév. 92	34	31 août-6 sept. 92	22	29-31 oct. 92	20	28 sept. 3 oct 92	97		
6ème session	29 juin-4 juil. 92	50	29-30 juil. 92	29	3 sept. 92	15					Juin 92		31 août-6 sept. 92	22	18-19 jan. 93	18	28 sept. 3 oct 92	97		
1ère session	27-31 juin 92	133	23-28 déc. 91	88	19-24 déc. 91	60	5-9 mai 92	38			3-14 sept. 91	60	27-31 déc. 91	70	23-27 déc. 91	60	21-26 oct. 91	67	22-26 juil. 91	92
			26-31 déc. 91	60			22-27 mai 92	26												
2ème session	11-15 nov. 92	167	26-29 mars 92	88	12-16 avr. 92	60			27-30 déc. 91	60	6-9 avr. 92	70	24-28 nov. 92	58	3-7 mai 92	70	23-24 sept. 91	92		
3ème session	16-20 déc. 92	136	3-8 août 92	88	30 août - 4 sept. 92	45			13-14 sept. 92	28	mai 92 Form. - évaluation	70	24-28 nov. 92	60	29-31 oct. 92	61	25-28 sept. 91	92		
									16-17 sept. 92	22										
									19-20 sept. 92	21										
4ème session	25-30 jan. 93		14-19 sept. 92	88	19-24 déc. 92	180			12-13/15-16 jan. 93	48										
		136			26-31 déc. 92				18-19 jan. 93	32	12-16 sept. 92		24-28 sept 92	60	18-19 jan. 93	56	26-30 déc. 91	92		
5ème session	25-30 jan. 93		7, 14, 19 nov. 92	88	15-21 avr. 93															
					22-28 avr. 93						21-29 déc. 92									
6ème session																				
1ère session			22-24 et 27-28 déc. 92	120	19-24 déc. 92	180			26-30 déc. 92/1-6 jan 93											
					26-31 déc. 92				7-11 jan/1-8 fév 93	120	Janv. 93									
2ème session																				
Séminaire de sensibilisation information sur le PFIE	26-27 sept. 90	45	12 mars 1991	56	7-8 nov. 90	160	Prog. à radio scol. TV, conférences. Rencontres maîtres paysans		12 jan. 91		30 juin-4 juil. 92		14-18 sept. 92 imprégnation des encadreurs E.N.		23-26 sept. 91 atelier de travail sur outils pédag.	50	29 sept. 90 SSI			
	28-29 sept. 90	41	SSI été 91																	
Atelier de formation des partenaires de terrain	11-16 mai 02	30	Formation coordon. discipline "Ete 91"	40	23-25 avr. 92	40	Juin-Juil. 92	30	9-10 sept. 92 formation directeurs d'école	21	6-10 sept. 92 Réunion des autor. pédag. pour l'évaluat.-valid. des outils conveit		16-22 déc. 91 formation formateurs E. N. Maradi				11-16 mai 92 Séminaire sur l'Ecole fondam.			
			Formation alphabétiseurs																	
			Séminaire professionnel de la Communication	20					Cours spéc. supplé. durant toutes les sessions de form.	5							19 mai 92 Atelier sur le mat. didactique			

03 ELABORATION DES OUTILS PEDAGOGIQUES

Objet : la conception, la fabrication et la diffusion d'outils pédagogiques adoptés. Un cahier de charges a été élaboré. Ce cahier a été enrichi par :

- la définition d'un tronc commun conceptuel et notionnel sur l'environnement en termes d'objectifs scolaires, de contenus d'enseignement, de thèmes et de situations à exploiter, d'activités de classe à entreprendre. Ce cadre régional a servi de support à la confection des outils et a permis l'élaboration d'un programme minimum d'Education Environnementale,
- l'identification et la définition d'un cadre technique et pédagogique de réalisation des outils pédagogiques ; avec un schéma expérimental des outils pédagogiques.

Ses orientations et aides méthodologiques ont permis la production d'outils pédagogiques variés que reflètent le tableau ci-après. Au titre de ces outils, indiquons ceux prévus par la convention : cahiers d'exercice et messages, livres. Les tableaux ci-après font état des productions.

**ETAT RECAPITULATIF DE PRODUCTION DES OUTILS PEDAGOGIQUES NATIONAUX
DANS LE CADRE DU PFIE**

N°	PAYS	TITRE	NIVEAU	NATURE	APPROCHE	TYPLOGIE	OBSERVATIONS
1	BURKINA FASO	Guide méthodologique : quelques notions sur l'environnement niveau CM : fascicule de l'élève et fascicule du maître	CM	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	L'exploitation de l'image et de l'illustration est à la base de la conception des outils pédagogiques au BURKINA FASO Les premiers manuscrits sont en cours d'expérimentation A première vue, certains d'entre eux nécessitent une révision.
2		Quelques conseils pratiques pour vivre dans un environnement sain	CE et CM	Pédagogique	Thématique	Non-Conventionnel	
3		Fais connaissance avec quelques plantes et animaux sauvages de chez nous fascicule de l'élève (CM)	CM	Documentaire	Thématique	Non-conventionnel	
4		Protection de la nature : fascicule du maître (CE-CM)	CE et CM	Documentaire	Thématique	Non-Conventionnel	
5		Elève PFIE : fais connaissance avec quelques espèces végétales et animales de ton milieu	CE2	Documentaire	Thématique	Non-Conventionnel	
6		Aimer et protéger la nature à travers des images, niveau CM	CM	Pédagogique	Disciplinaire	Non-Conventionnel	
7		Apprendre la Géographie en jouant, cours moyen, fascicule du maître	CM	Pédagogique	Disciplinaire	Non-Conventionnel	
8		Elève PFIE : apprend la Géographie en jouant, cours moyen fascicule de l'élève	CM	Pédagogique	Disciplinaire	Non-Conventionnel	
9		Cahier à message CE	CE2	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
10		L'éducation environnementale au cours élémentaire : cahier d'exercices	CE2	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
11		L'éducation environnementale au cours moyen : cahier d'exercices	CM1	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
12		Cahier à message CM	CE2	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
13	CAP VERT	Vamos proteger o ambiente, educação ambiental, ensino básico livro do aluno	Elève	Pédagogique	Inter-Disciplinaire	Non-Conventionnel	Le livre de l'élève est très riche, avec une approche ludique et attractive
14		Guia do professor	Maître	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
15		Vamos proteger o ambiente, educação ambiental, ensino básico caderno de exercicios 2a fase	Elève	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
16		Caderno de mensagens	Elève	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
17		Cadernos de exercicios (4e et 5e classes)	4e et 5e	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
18		Vamos proteger o ambiente, educação ambiental, ensino básico caderno de exercicios 3a fase	Elève	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	

**ETAT RECAPITULATIF DE PRODUCTION DES OUTILS PEDAGOGIQUES NATIONAUX
DANS LE CADRE DU PFIE (suite)**

N°	PAYS	TITRE	NIVEAU	NATURE	APPROCHE	TYPLOGIE	OBSERVATIONS
19	GAMBIE	Pupil's activity book 1	Grade 4	Pédagogique	Pluridisciplinaire	Conventionnel	<p>Les productions de la GAMBIE se distinguent en outils pédagogiques pour la classe au nombre de 5 et en supports didactiques (4) sur des thèmes environnementaux abordables par les enfants.</p> <p>Trois outils conçus à l'utilisation du maître se complètent entre la démarche et les contenus.</p>
20		Pupil's activity book 2	Grade 5	Pédagogique	Pluridisciplinaire	Conventionnel	
21		Teacher's manual	Maître	Pédagogique	Pluridisciplinaire	Conventionnel	
22		Our natural environment. Teacher's guide book 1	Maître grade 4	Pédagogique	Pluridisciplinaire	Conventionnel	
23		Teacher's guide book 2	Maître grade 5	Pédagogique	Pluridisciplinaire	Conventionnel	
24		Reader on nature's animals	Elève et maître	Documentaire	Thématique	Non-Conventionnel	
25		Reader on soils	Elève et maître	Documentaire	Thématique	Non-Conventionnel	
26		Reader on tree planting	Elève et maître	Documentaire	Thématique	Non-Conventionnel	
27		Reader on disappearing forests in the GAMBIA	Elève et maître	Documentaire	Thématique	Non-Conventionnel	
28	MALI	Cahier de message 4ème année	Elève 4ème année	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	<p>La conception du cahier d'activité pratique constitue une innovation, même s'il nécessite une révision sur la forme.</p> <p>Le guide du maître constitue un manuel de référence appréciable ; le langage scientifique employé, nécessite une simplification.</p>
29		Cahier de message 5ème année	Elève 5ème année	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
30		Cahier de travaux pratiques	Maître et élève	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
31		Notre environnement : cahier d'activités classe de 5ème année PFIE	5ème année	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
32		Notre environnement : cahier d'activités classe de 4ème année PFIE	4ème année	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
33		Guide du maître, à l'usage des maîtres du Programme de Formation-Information sur l'Environnement (PFIE)	Maître	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
34	MAURITANIE	Fiches d'activités pratiques	Maître et élève	Pédagogique	Thématique	Non-Conventionnel	<p>Connaissances environnementales riches.</p> <p>L'adoption d'une démarche permettrait à ces documents d'évoluer en matériels pédagogiques.</p> <p>D'autres outils signalés ne sont pas encore diffusés.</p>
35		Recueil de fiches techniques	EPN et maître	Documentaire	Thématique	Non-Conventionnel	
36		L'éducation environnementale 5ème année fondamentale cahier de messages					
37		L'éducation environnementale 4ème année fondamentale cahier de messages					
38		L'éducation environnementale 4ème année fondamentale cahier d'exercices					
39		L'éducation environnementale 5ème année fondamentale cahier d'exercices					
40		L'éducation environnementale : la formation du maître PFIE (5 fascicules supports de formation des maîtres)					

**ETAT RECAPITULATIF DE PRODUCTION DES OUTILS PEDAGOGIQUES NATIONAUX
DANS LE CADRE DU PFIE (suite)**

N°	PAYS	TITRE	NIVEAU	NATURE	APPROCHE	TYPOLOGIE	OBSERVATIONS
41	NIGER	Le Sahel Vert	CM	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	Outils conçus en 1990 avant le démarrage de la formation des maîtres. Les institutions pédagogiques nigériennes se sont exprimées sur l'outil et sa révision. L'expérimentation lancée dans les classes doit avoir abouti à un complément d'analyse pour entrevoir la suite à donner à "Sahel Vert".
42		Le Sahel Vert	CE	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
43		Le Sahel Vert : cahier d'activités, cours moyen	CM	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
44		Le Sahel Vert : cahier d'activités, cours élémentaire	CE	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
45		Le Sahel Vert : livre du maître CE 2/CM	CE 2 et CM	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
46		Le Sahel Vert : CE 2/CM	CE 2 et CM	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
47	SENEGAL	Programme minimal d'éducation environnementale à l'école primaire	Maître	Pédagogique	Thématique	Non-Conventionnel	La conception des outils pédagogiques du SENEGAL est menée de front et en intégration avec la formation des maîtres et le programme scolaire officiel. Outils en cours d'expérimentation à partir d'un guide d'expérimentation.
48		"Pour mieux vivre au Sahel" cahier d'exercices	CM	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
49		"Pour mieux vivre au Sahel" cahier à messages	CE et CM	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
50		"Pour mieux vivre au Sahel" guide méthodologique pour le maître	Maître	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
51		"Pour mieux vivre au Sahel" cours élémentaire	CE	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
52		"Pour mieux vivre au Sahel" cours moyen					
53	TCHAD	Cahier d'expression écrite CE 2	CE 2	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	Les outils pédagogiques PFIE/TCHAD reflètent une option disciplinaire (expression écrite expression orale, morale, etc ...). Les outils d'ordre méthodologiques conçus parallèlement aux outils pédagogiques permettront de mûrir la réflexion pour asseoir le PFIE dans le système éducatif national.
54		Cahier d'expression écrite CM 1	CM 1	Pédagogique	Thématique	Conventionnel	
55		Eléments pour un guide du maître pour l'animation communautaire	Maître et encadreur	Pédagogique	Disciplinaire	Non-Conventionnel	
56		Un Enfant du Sahel (manuel de lecture CE2 - CM1)	CE 2 et CM 1	Pédagogique	Thématique	Non-Conventionnel	
57		L'Arbre à palabres. Pièce de théâtre en un acte et deux scènes	élève	Didactique	Thématique	Non-conventionnel	
58		Guide méthodologique d'éducation environnementale à l'école primaire	Ecole primaire	Cadre de travail	Documentaire	Conventionnel	
59		Guide du maître PFIE pour les activités pratiques en éducation environnementale, tome 1 : la pépinière	Maître	Didactique	Documentaire	Non-Conventionnel	
60		Guide du maître PFIE pour les activités pratiques en éducation environnementale, tome 2 : méthodes de lutte contre l'érosion du sol	Maître	Didactique	Documentaire	Non-Conventionnel	
61		Enseignement de la morale et éducation environnementale à l'école primaire (CE 2 - CM 1)	Maître	Pédagogique	Disciplinaire	Non-Conventionnel	
62		Enseignement de l'histoire et éducation environnementale au CE 2 (guide du maître)	CE 2	Pédagogique	Disciplinaire	Non-Conventionnel	
63		Les Découvertes de Moussa et Ali	Maître et élève	Didactique	Thématique	Non-Conventionnel	
64		Connaissance de notre environnement	Maître et élève	Didactique	Thématique	Non-Conventionnel	

CONCLUSION

A la date de rédaction du présent document (mars 1993), il reste encore 3 mois d'exécution du PFIE. Trois mois qui seront consacrés à la finition des sessions de formation, la conception des outils pédagogiques régionaux, à la réalisation du concours scolaire et à de multitudes d'autres tâches de fin de projet dont l'évaluation externe et les différents rapports de clôture.

Tirer une conclusion ne serait que partielle. Mais se sont déjà, au 30 juin, 1800 maîtres formés, 60000 élèves, 900 écoles et des communautés villageoises sensibilisés qui viennent agrandir la famille sahélienne consciente de la nécessité de bâtir une autre relation avec leur environnement. Cette famille a toutes les chances de réussir dans la mesure où elle intègre dans son combat ses enfants, producteurs et décideurs de demain.

Cette famille se consolide parce que le PFIE, élément d'une stratégie de coopération sous régionale, en est une application au plan pédagogique qui transcende les frontières. C'est là un effet induit et dont la manifestation est illustrée par les échanges entretenus par le PFIE SENEGAL et le PFIE MAURITANIE ; mais c'est aussi bientôt la finale régionale du concours scolaire qui va réunir les petits sahéliens : un autre moment de cohésion. C'est sûrement là que réside la force du Sahel. La bonne graine est semée il faut l'entretenir.

Au total, à la présente date, on peut estimer que d'un point de vue formel, le contrat sera rempli. Il reste à en cerner les acquis. C'est l'objet du document n° 2 portant sur les acquis de la phase expérimentale.